

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 29 janvier au 5 février 2024

Sommaire

Le chiffre de la semaine.....2

**Fait marquant : la Banque d'Angleterre maintient
son taux d'intérêt directeur à 5,25%.....2**

En bref2

Actualités macroéconomiques.....3

Politique budgétaire3

Politique monétaire3

Actualités commerce & investissement3

Politique commerciale.....3

Attractivité.....4

Parti travailliste.....5

Actualités financières.....5

Marchés financier5

Règlementation financière6

Banques et assurances.....6

Le chiffre de la semaine

Entre 2022 et 2023, le nombre de liquidation volontaire d'entreprise a grimpé de 9%. 25128 liquidations ont été enregistrées en Angleterre et en Écosse en 2023, le plus haut niveau depuis 1993 selon les [données](#) des services concernés.

LE CHIFFRE À RETENIR

+9%

Fait marquant : la Banque d'Angleterre maintient son taux d'intérêt directeur à 5,25%

Les membres du Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque d'Angleterre (BoE) ont décidé de maintenir le taux directeur à 5,25%, pour la quatrième fois consécutive. Selon le scénario le plus probable, reposant sur les anticipations d'évolution du taux directeur des marchés i.e. une baisse du taux directeur de 5,25% à 3,25% au T1 2025, l'inflation totale devrait retrouver temporairement sa cible de 2% au second trimestre 2024 avant de remonter à 2,25 % au T3 et 2,75 % au T4. Rappelant sa position actuelle « restrictive », le CPM de février assouplit sa communication avancée : si sa politique doit rester restrictive pour une période suffisamment prolongée, le comité se tient prêt à l'adapter en fonction de la résilience de l'économie.

En bref

- Les représentants de l'industrie alimentaire en Europe et au Royaume-Uni mettent en garde, dans le [FT](#), contre une perturbation imminente des chaînes d'approvisionnement alors que le Royaume-Uni introduit une nouvelle procédure de certification obligatoire pour certains produits agroalimentaires issus de l'UE. Ce type d'exigence existe à l'entrée de l'UE pour les produits britanniques depuis la sortie effective du pays de l'UE en 2021 ; après l'avoir reportée plusieurs fois, cette exigence pour les produits importés de l'UE est entrée en vigueur le 31 janvier 2024.

- Selon le British Retail Consortium ([BRC](#)), en [janvier](#) 2024 les prix de détail ont augmenté au rythme annuel le plus faible observé depuis mai 2022. En effet, l'inflation annuelle des prix de détail est tombée à 2,9% en janvier, après 4,3% en décembre.

- La Shadow Chancelière de l'Échiquier, R. Reeves [réaffirme](#) qu'elle ne

réintroduira pas le plafond pour les bonus sur la rémunération variable des banquiers qui a été supprimé par la FCA en novembre dernier.

- L'agence de crédit export britannique ([UKEF](#)) apporte son soutien à l'entreprise nord-irlandaise County Down opérant dans le secteur de la Tech afin d'accompagner son développement international.

- Le secrétaire d'État au commerce international, [Greg Hands](#), a lancé la 6^{ème} session de négociation de l'accord de libre-échange entre le Royaume-Uni et le Conseil de coopération du Golfe.

- Le secrétaire d'État au commerce international s'est [entretenu](#) avec son homologue italienne, Maria Tripodi.

- Le secrétaire d'État au commerce international s'est rendu à Jersey et Guernesey, [visite](#) à l'occasion de laquelle il a rappelé l'attachement du Royaume-Uni à faire bénéficier autant

que possible ces territoires des accords commerciaux britanniques.

- Le Royaume-Uni sanctionne [huit nouvelles entités](#) au titre du régime de

sanctions à l'encontre de l'Iran et quatre [nouvelles entités](#) au titre du régime de sanctions contre la Birmanie.

Actualités macroéconomiques

Politique budgétaire

Le gouvernement devrait plafonner la revalorisation annuelle de la taxe d'habitation, un impôt local, à 4,99% lors du prochain budget. Le secrétaire d'État au *Levelling up*, M. Gove, [aurait](#) affirmé aux représentants des collectivités locales qu'elles ne pourraient pas augmenter de plus de 4,99% la taxe d'habitation cette année.

En effet, chaque année, le gouvernement fixe le plafond de revalorisation de cet impôt dont l'intégralité des recettes bénéficie aux collectivités. Pour un ménage moyen, une augmentation de 4,99% représente une hausse des impôts de 100£ par an.

Le chef économiste du FMI, Pierre-Olivier Gourinchas, a déclaré au [Financial Times](#) que le Royaume-Uni devrait se concentrer sur "la voie de la consolidation budgétaire", malgré les attentes selon lesquelles M. Hunt pourrait réduire les impôts lors du budget de printemps. M. Gourinchas a indiqué que M. Hunt devrait "essayer

de reconstituer les réserves budgétaires (...) dans un contexte où il y a d'importants besoins de dépenses". Il a ajouté: « Nous préférons qu'ils ne procèdent pas à ce type de réductions d'impôts et qu'ils se concentrent plutôt sur les besoins de dépenses et sur la voie de l'assainissement budgétaire ».

Politique monétaire

Selon les dernières données de la [Banque d'Angleterre](#), les taux de rémunération des dépôts des ménages pour les nouveaux clients continuent de diminuer en décembre. Depuis octobre 2023, et un taux moyen de rémunération des dépôts des nouveaux clients de 5,25%, les taux offerts par les banques sont en baisse pour atteindre

4,80% en décembre. En moyenne, en décembre dernier, les dépôts des ménages étaient rémunérés à hauteur de 3,71%. Les taux d'intérêts des nouveaux emprunts pour les particuliers est quant à lui en baisse depuis novembre, pour atteindre 5,25%, après 5,34% le mois précédent.

Actualités commerce & investissement

Politique commerciale

Le ministère en charge des entreprises et du commerce extérieur (*Department*

***for Business and Trade*) célèbre les [quatre ans](#) du retrait du Royaume-Uni**

de l'UE et souligne les « succès » du Brexit. Faisant le bilan des politiques déployées ces quatre dernières années par le ministère, la brochure commerciale souligne le dynamisme de l'innovation et du secteur de la Tech au Royaume-Uni, les performances des exportations de services ainsi que le maintien de l'attractivité du pays auprès des investisseurs étrangers (notamment dans le secteur automobile). Le DBT revient également sur son programme « *Smarter Regulation* », destiné à réduire les lourdeurs administratives et à simplifier l'environnement réglementaire afin d'encourager la croissance des

entreprises sur le territoire national. Au titre du bilan de sa politique commerciale, le ministère affiche en particulier son adhésion au Partenariat transpacifique, la conclusion de MoU avec plusieurs États américains ainsi que la conclusion de nouveaux accords commerciaux (Australie, Nouvelle-Zélande) et financiers (Suisse, Singapour). Enfin, le déploiement de stratégies industrielles sectorielles (Sciences et Tech, hydrogène, q-conducteurs, etc) et le soutien aux secteurs de ce qui relève de l'*Advanced manufacturing* sont largement mis en avant.

Le gouvernement britannique publie son [document stratégique](#) sur l'Irlande du nord déroulant le contenu des négociations ayant conduit au retour du parti unioniste (DUP) à l'assemblée d'Irlande du nord. Ce document, très politique, réaffirme la place constitutionnelle de l'Irlande du nord au sein du marché intérieur britannique et souligne l'accès inédit dont bénéficie le territoire au marché unique européen pour les biens. En rappelant l'attachement du gouvernement britannique au respect du Cadre de Windsor, le document expose les derniers ajustements apportés à sa mise en œuvre. En particulier, les autorités précisent certaines modalités de contrôle sanitaires et douaniers

(élargissement du « système de marché intérieur », engagement à la simplification des formalités) et annoncent l'interdiction d'introduire des contrôles pour les marchandises circulant depuis l'Irlande du nord vers la Grande-Bretagne. Par ailleurs, afin de soutenir la croissance de la région, le gouvernement a confirmé le déploiement d'une « zone d'investissement consolidée ». Pour rappel, ce dispositif d'attractivité territoriale mobilise des fonds publics répartis entre incitations fiscales et investissements dans les infrastructures pour faciliter l'implantation d'entreprises et la création de bassins d'emplois à haute valeur ajoutée.

Attractivité

L'association professionnelle [Make UK](#) analyse l'impact des « zones d'investissement », dont les bénéfices fiscaux ont été étendus à 10 ans par le Chancelier, J. Hunt, lors du Budget d'automne. Le rapport, produit en collaboration avec *Barclays Corporate*

Banking, souligne l'attractivité du dispositif pour les entreprises, qui leur permet de bénéficier d'exonérations fiscales (impôts sur les sociétés, crédit d'impôt-recherche, dépenses de sécurité sociale) ainsi que du soutien des pouvoirs publics pour développer

les compétences de la main d'œuvre et améliorer les infrastructures locales. Le document attire toutefois l'attention sur la trop grande méconnaissance de cette politique par les petites

entreprises et sur le manque de clarté de son champ d'application, notamment la définition des secteurs concernés.

Parti travailliste

Le [parti travailliste](#) souhaite renforcer les relations entre le gouvernement et le monde des affaires. Dans le cadre d'un rapport intitulé « *A new partnership* », le Labour présente son plan d'action de long-terme pour cimenter les relations entre les pouvoirs publics et les entreprises. Il insiste notamment sur la régularité et la

transparence de l'engagement avec le monde des affaires, avec lequel le parti souhaite systématiser les espaces de dialogue dans l'élaboration et le suivi des politiques publiques. Le document rappelle par ailleurs la détermination du parti travailliste à renforcer l'attractivité du Royaume-Uni auprès des investisseurs étrangers.

Actualités financières

Marchés financiers

Le gouvernement a demandé à des banques d'affaires britanniques de se pencher sur la [privatisation de la banque Natwest](#). A l'occasion de l'annonce de son budget d'automne en novembre dernier, le Chancelier J. Hunt avait évoqué une possible privatisation de la banque, dont l'Etat détient près de 36%, dans le

but de stimuler l'intérêt des particuliers pour les valeurs boursières britanniques. Plusieurs banques étudieraient actuellement le dossier, qui comprendrait une offre d'actions aux particuliers avec une décote sur le prix, aux côtés d'une offre aux investisseurs institutionnels.

Le gouvernement britannique va [réduire](#) ses émissions de dette de maturité longue. Dans le cadre d'échanges entre le *Debt Management Office* et des investisseurs institutionnels britanniques, l'idée d'une réduction graduelle et proportionnée des émissions de titres souverains longs (30 ans) a fait l'unanimité. Ces changements sont concomitants d'un repositionnement dans les stratégies d'investissement des investisseurs institutionnels

nationaux (principalement les fonds de pension). En effet, leur besoin de recourir à des titres souverains longs est amené à baisser sous l'effet combiné de la maturation d'une partie importante des régimes de retraite qu'ils gèrent et en raison de la progressive extinction des régimes à prestations définies (au profit de ceux à contributions définies). Compte tenu des volumes à émettre sur les années à venir, cette modification de la maturité moyenne de la dette britannique

(aujourd'hui de 15 ans contre 8 pour la France) ne pourra toutefois pas être opérée à court terme.

Règlementation financière

Le gouvernement [officialise](#) sa position sur l'accès au marché britannique de produits financiers européens. La chambre des communes a publié un [written statement](#) de Bim Afolami (City Minister) portant sur l' Overseas Funds Regime (OFR), régime qui régit les mécanismes d'équivalences pour les produits d'investissement étrangers commercialisés au Royaume-Uni. D'après ce document, le Royaume Uni n'a pas l'intention (« à ce stade ») d'imposer des exigences spécifiquement britanniques à la commercialisation de fonds UCITS européens, leur cadre réglementaire ayant été jugé «

équivalent » par le gouvernement britannique. Il faut noter que les fonds monétaires (MMF) ne sont pas inclus dans cette reconnaissance de principe. Le régime OFR pourrait ainsi offrir la possibilité au gouvernement de conditionner l'équivalence des MMF à des exigences spécifiques additionnelles, le régime britannique [UK MMF](#) étant en cours d'élaboration. Le gouvernement devrait par ailleurs consulter prochainement sur l'inclusion des produits jugés équivalents en vertu du régime OFR dans le champ d'application du régime d'investissement durable SDR.

Le parti travailliste publie son [programme](#) pour le secteur des services financiers. Ce programme vise principalement à asseoir la crédibilité du Labour comme parti favorable au développement du secteur financier britannique. Cosigné par R. Reeves (chancelière fantôme) et Tulip Siddiq (secrétaire économique fantôme au Trésor), le document affirme que le Labour ne reviendra pas sur les réformes en cours et s'inscrit en parfaite continuité avec le programme

conservateur engagé jusqu'à présent. S'il prévoit certaines mesures incrémentales mineures, le document insiste surtout sur la nécessité de mobiliser les capitaux privés pour stimuler la croissance économique et financer la transition écologique. Il aborde également la place centrale du secteur financier pour l'accroissement de la productivité de l'économie britannique et son rôle dans le développement des territoires (*levelling up*).

Banques et assurances

La banque HSBC écope d'une [amende](#) record du régulateur de plus de 57m£. L'autorité de

régulation prudentielle britannique (PRA) a infligé la deuxième plus importante amende de son histoire

à la banque HSBC, pour manquements aux exigences relatives à la protection des dépôts, imposées par les *Depositor Protection Rules*, entre 2015 et 2022. Ces manquements n'auraient notamment pas permis au fonds de compensation pour les services financiers (FSCS) de réaliser des

versements au profit des déposants en cas de matérialisation d'un risque majeur impactant les dépôts. La PRA note également des manquements relatifs au régime de résolution bancaire. Compte tenu de la coopération de la banque avec le régulateur, l'amende initiale (96m£) a été réduite de près de moitié.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr